L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

(Bureau—No. 73 rue de Chartres.)

NOUVELLE-ORLEANS,
MARDI MATIN, 15 SEPTEMBRE.

DEPECHES
Télégraphiques
TRANSMISES A L'ABEILLE.

Nouvelles Européennes.

LOUISIANE.

Shreveport, 14.—Le mouvement du peuple de la Nouvelle-Orléans a provoqué le plus grand enthousiasme chez tous les habitants du nord de la Louisiane. On a tenu ce soir un meeting dans notre ville afin de prendre des mesures au sujet de la proclamation du gouverneur provisoire Penn. Les principaux citoyens de la paroisse ont prononcé des discours pour conseiller la modération et assurer les gens de couleur qu'on ne médite aucune violence contre eux, et qu'on respecterait scrupuleusement leurs droits.

Les soussignés ont été nommés membres d'un comité chargé de télégraphier à l'agent de la Presse Associée, à la Nlle-Orléans, que le mouvement est général dans le nord de la Louisiane, mais sans effusion de sang: les officiers de paroisse élus en 1872 seront installés demain. On organisera la milice à midi. Un ordre a été lancé.

W. B. EGAN,
JAS MONCURE,
A. H. LEONARD, membres du comité.

FRANKLIN.

Affaires de Franklin.

Franklin, 14—Un nègre a tiré sur John Carey, planteur sur le Bayou Cypremort, à 15 milles d'ici, hier quand la nuit approchait; Carey a répondu au feu. Les nègres de la plantation Carey se sont réunis pour attaquer Carey qui s'est réfugié dans la sucrerie. On a envoyé des courriers nègres et une heure après presque tous les nègres du Bayou Cypremort étaient en armes, marchant vers la plantation Carey et menaçant d'exterminer tous les blancs riverains du Bayou.

Le shérif Gordy, avec une troupe de 30 hommes, est parti à 4 heures ce matin pour réprimer les troubles et arrêter les meneurs.

Plus tard.—On n'a reçu aucune nouvelle depuis la première dépêche, bien que le shérif Gordy eut promis d'envoyer un courrier à son retour. La distance est de 21 milles au lieu de 15 comme on l'avait dit et le courrier ne mettra pas moins de 5 heures pour faire le trajet.

On dit que deux Carey est mort de ses blessures, mais on n'ajoute pas foi au bruit. Une autre cavalcade se prépare à partir pour le lieu du désordre. Les nègres sont ici parfaitement calmes.

Franklin, Lne., 14.—L'émeute de Cypremort a été apaisée, le shérif Gordy est revenu ce soir avec son posse: ils escortaient onze nègres, les meneurs du désordre, et les ont enfermés ici dans la prison. M. Jno Carey n'a pas été tué, quoiqu'il ait reçu une grave blessure. Le nègre qui a tiré sur lui a aussi été dangereusement blessé. En ce moment tout est tranquille.

ESPAGNE.

Madrid, 13—Les ministres Allemand et Autrichien ont été reçus par le président Serrano, hier, avec grande cérémonie. Ils ont présenté simultanément leurs lettres de créance, conformément aux instructions de leurs gouvernements respectifs.

M. Hofefold, le ministre allemand, a dit que l'empereur Guillaume en reconnaissant le pouvoir exécutif d'Espagne, a été mu par le désir de contribuer au rétablissement de la paix en ce pays et qu'il espérait que le président Serrano réussirait à maintenir l'ordre par des mesures conservatrices.

Le président Serrano a répondu que son gouvernement ne tromperait pas l'attente de l'Europe et qu'il agirait avec énergie pour empêcher la civilisation d'être minée de nouveau souterrainement. Des discours de même nature ont été échangés entre le président et le ministre autrichien.

Bayonne, 13—Le général carliste Sebillas, fait de grands préparatifs pour renouveler l'attaque sur Puycerda. Il déclare qu'il brulera la ville.

FRANCE.

Paris, 13.—François Pierre Guillaume Guizot, l'éminent écrivain, orateur et homme d'Etat, est mort aujourd'hui chez lui à Val-Richer. Il sera enterré dans le cimetière de St Oubn. Les funérailles seront strictement privées et simples, suivant les recommandations du défunt.

La vente dans les rues du journal l'*Ére nouvelle* a été interdite à cause de ses commentaires sur les troubles du 4 septembre. Le *Journal des Débats* a reçu un avertissement pour critique illégale sur la politique du gouvernement.

Paris, 14—Des retours partiels ont été reçus de l'élection dans le département de Maine et Loire, pour un membre de l'Assemblée. Voici le résultat jusqu'à présent. Le comte de Maillé (rép.) 36,000. M. Bruas, candidat du gouvernement, appuyant le septennat 27,000, M. Berger, bonapartiste 19,000. Ces chiffres renferment les retours de toutes les villes importantes du département. Il est probable que l'élection n'aura pas de résultat final et qu'une autre opération devra avoir lieu. Le comte de Maillé est le membre du conseil général de Maine et Loire.

ANGLETERRE.

Londres, 13—On bruit, venu de la Côte d'Or du que le roi d'Ashantee sera bientôt déposé.

La moitié de la ville de Bonny a été brulée.

Londres, 14.—Le *Standard* dit que la question du Sleswig prend un caractère sérieux par suite de l'expulsion journalière des sujets danois et du ton hostile de la presse allemande. L'opinion publique forcera le gouvernement d'envoyer une protestation formelle à Berlin, et de finir par l'expulsion, en représailles, des sujets allemands du territoire danois.

AUTRICHE.

Vienne, 14.—Il règne parmi les habitants de la frontière de Galicie et de Transylvanie beaucoup d'émotion et d'indignation par suite de la violation de leur territoire par 600 paysans Moldaves, qui l'ont franchie de force, dans le district de Czick.

Le gouverneur du district a télégraphié à Pesth pour demander les secours des troupes.

AMERIQUE CENTRALE.

Panama, 4—Les nouvelles de Lima, allant jusqu'au 29 août, donnent le récit d'une tentative d'assassinat sur le président du Pérou. On avait reçu dans cette ville des lettres annonçant qu'il y avait une conspiration pour le tuer. Mais le président a refusé de prêter la moindre attention à ces révélations. On a attaqué le président au moment où il sortait du palais pour se rendre à pied à sa demeure, laquelle est située à cinq blocs de siége du gouvernement.

Beaucoup d'hommes s'étaient postés et se tenaient prêts à commettre l'assassinat. On a tiré plusieurs coups de feu, mais aucun n'a atteint le président. Le chef du mouvement a été blessé et capturé après une lutte corps à corps avec le colonel Santa Maria. Les autres conspirateurs ont pris la fuite; mais on en a pris depuis trois, et on se commettra à un interrogatoire sévère.

Le complot était évidemment le fait d'une vaste conspiration parmi les officiers de l'armée mécontente de rester sans emploi. Le peuple s'est réuni en grande foule devant le palais du Président et l'a acclamé à propos de l'avortement du complot.

WASHINGTON.

Washington, 13—Dans l'affaire de vol du coffre-fort, le grand jury a trouvé matière à poursuivre contre Richard Harrington, assistant avocat du district, et ex-secrétaire du district de Columbie; A. R. Williams, N. C. Whitely, ex chef, et J. C. Neuterhaip, assistant chef du service secret du gouvernement, et Michaels Sayer, comme conspirateurs, et Williams, aussi appelé Blanc, pour vol avec effraction.

Dans cette même affaire Hayes servira de témoin. Les noms de Hallet Kilburn, T. A. Sawyer, ex-secrétaire du Trésor, Thomas Henderville, principal avocat de Benton, Thos. Shaler et Custis du service secret sont cités devant le jury. Le procès de Benton est fixé pour mardi prochain. M. Riddle, avocat spécial du gouvernement, a pris des mesures pour assurer la présence du prévenu si cela est possible.

Washington, 14.—Le vétéran de la guerre du Mexique célébrant aujourd'hui à Marshall Hall, l'anniversaire de la capture de la ville de Mexico. Des salves d'artillerie ont été tirées de Parsenal et du Navy Yard sur le fleuve. Le général Albert Pike a prononcé une adresse.

Les commissaires de la compagnie de consolidation et d'épargnes des Allemands, disent qu'ils ne peuvent donner aucun exposé [illegible] dont ils étaient responsables. Ils ne savent pas encore en juste. Vétéé de l'argent du passif de l'institution.

Le président a renommé Thomas John Elmore, consul anglais pour la Georgie, et Hugo Tritsch, consul autrichien à New-York.

Le président retournera à Long Branch demain et remendra au résidence de la Maison Blanche du 24 au 26 du courant.

Il y aura cette après-midi un dîner du président, donné au club d'Astie, environ 25 membres sont les chefs de départements, qui sont maintenant à Washington.

Le président a reçu aujourd'hui le baron Souvenzie Sanborn, ministre autrichien, qui succède au baron Lederer.

Washington, 14—La récente circulaire du secrétaire du Trésor au sujet de la quarantaine et des lois sanitaires a été préparée et lancée sans relement sans qu'on sait des renseignements spéciaux de la fièvre jaune, mais aucune information absolument sur la condition sanitaire bien connue d'en seul port des Etats-Unis.

Le but de cette circulaire, tel qu'il est avoué dans ce document, était d'empêcher, dans la mesure d'une action officielle, l'interruption des relations commerciales ainsi que la stagnation des affaires qui en aurait été la conséquence, aussi bien que la diminution du revenu qui résulte inévitablement de l'invasion d'une épidémie.

Washington, 14.—Lewis E. Parson a été retenu pour poursuivre les procès intentés en vertu des lois d'*enforcement* dans l'Alabama.

Le Président a nommé, aujourd'hui, Wm Barnett, de Boston, inspecteur général des steamers, à la place de Smith, démissionnaire.

Washington, 14.—Il y a une question curieuse, c'est la formation du pluriel de *posse comitatus*; elles prêt naissance dans une querelle entre le département de la guerre et le Bureau de la justice pour savoir sur le budget du quel on paiera les dépenses des escortes de soldat fédéraux employés par les marshals des Etats-Unis.

Observations Météorologiques.

Washington, 14.—Pour midi dans les Etats du Sud: il y aura des vents du Sud et de l'Est; une baisse barométrique de légers changements de température, au temps plus chargé et des pluies locales.

COLUMBIA.

Columbia, C. du Sud, 13—La convention républicaine a nommé D. H. Chamberlain pour la place de gouverneur, R. H. Gleaver, le lieutenant-gouverneur; R. B. Elliott, pour la présidence du comité exécutif. Une convention républicaine indépendante sera convoquée, attendu que beaucoup de délégués sont mécontents des autres nominations faites.

Columbia, 14.—La convention chargée de faire les nominations républicaines a adopté aujourd'hui la plateforme suivante:

1. Les membres réaffirment leur adhésion aux principes de la convention républicaine de Philadelphie en 1872, comme étant l'expression des véritables idées du progrès américain.

2. Ils maintiennent au gouvernement central le droit d'intervenir pour conserver la tranquillité domestique dans les différents Etats et témoignent leur reconnaissance son immixtion dans l'Etat.

3. Ils répudient le mépris des lois sous toutes ses formes pendant l'agitation turbulente partout déplorent l'emploi de la violence, de l'intimidation ou de la violation des droits politiques de la part de tous les partis, demandent le respect universel et le maintien de la franchise électorale entre les mains des plus faibles, et déclare qu'ils regarderont comme ennemi de l'égalité des droits quiconque contestera ou refusera de libre et légitime exercice de ces droits à tout citoyen, quelle que soit sa croyance politique.

4. Nous nous engageons à légiférer scrupuleusement, et à appliquer les réformes financières promises il y a deux ans, et en grande partie accomplies.

5. Nous nous engageons à réduire les dépenses publiques dans les limites de revenus, et à préparer le passage d'une loi exigeant des officiers chargés du maniement des fonds publics qu'ils donnent un public un exposé mensuel de toutes leurs recettes et de toutes leurs dépenses basées sur une estimation juste des taxes modérées.

6. Nous supplions instamment le Congrès de voter le bill des droits civils comme absolument essentiel à la garantie constitutionnelle des droits égaux pour tous les citoyens américains.

7. Nous nous engageons à maintenir le règlement de la dette publique tel qu'il a été fait l'hiver dernier et rejeter toutes les réclamations suspectes.

8. Nous déclarons que toutes les franchises accordées par l'Etat devraient être commandées par l'intérêt public, que les frais de voyage et de transport devraient être équitables et uniformes.

9. Nous nommé davis de modifier le système actuel de taxes, de manière à ce qu'il fournisse les plus grands avantages à l'agriculture, et nous préterons notre sérieux appui au passage des lois et des mesures les plus propres à développer les ressources et améliorer la prospérité manufacturière et industrielle de la Caroline du Sud, nous favoriserons la construction des nouvelles lignes de chemin de fer qui donneront à tous les facilités les plus grandes et les moins chères.

10. Nous nous engageons à défendre dans le meilleur des cas toutes les propriétés de l'Etat, à faire passer toutes les lois sage, justes et humaines qui améliorent l'éducation et l'élévation des classes laborieuses.

11. Avec une entière confiance dans la justice de ces principes, et en reconnaissant les erreurs du passé, mais ayant conscience de pouvoir et de vouloir y remédier, nous faisons appel à tous les vrais républicains pour qu'ils s'unissent afin de faire triompher tous candidats.

La convention républicaine s'est ajournée ce soir après dix jours de session. On a adopté à l'unanimité une résolution qui appuie la candidature de Grant à un troisième terme présidentiel.

MEMPHIS.

Memphis, 13—L'interrogatoire des prisonniers dits Klux, a été remis à lundi.

Memphis, 13—Les éditeurs excursionistes du Texas sont arrivés ici de bonne heure ce matin et ont été reçus à dîner à l'Hôtel Peabody par la chambre du commerce. Ils partiront dans la matinée pour Lookout Mountain et de là iront à Richmond, Norfolk, Baltimore et New-York. Ils sont au nombre de 50, parmi lesquels les citoyens notables dont les noms suivent: général A. H. Norton, général Robinson, chef du bureau de l'immigration, le colonel Elliott, de la *Gazette d'Austin*, le major Geo. A. Cutlee, de l'*Dallas Commercial*, le major Paddock, du fort Worth *Democrat*, le président de l'association, le capitaine Breeding, du Houston *Telegraph*, le juge Thurman de Dallas, N. R. Baker, de Denison *Times* et d'autres.

Les prétendus Ku Klux du Tennessee.

Memphis, 14—Les prétendus Ku Klux du comté de Gibson ont été amenés ce matin devant le commissaire des Etats-Unis Garrett, et le gouverneur n'étant pas prêt pour le jugement, on les a relâchés moyennant une caution de $5,000 pour s'assurer de leur comparution vendredi prochain.

PHILADELPHIE.

Philadelphie, 13—Les cérémonies accompagnant la réouverture de l'Eglise renouvelée de l'Assomption ont eu un caractère très solennel et avaient attiré une grande foule de spectateurs. L'évêque Wood a célébré la grande messe Pontificale. Plusieurs autres évêques y assistaient.

L'église est regardées comme une des plus jolies constructions gothiques de l'Amérique.

TWIN MOUNTAI HOUSE.

Twin Montain House, N. H. 13.—M. Beecher a prêché aujourd'hui devant un grand assemblage de monde. Il a le commencé son discours un passage de l'Ecriture contenu dans le cinquième chapitre de Galates, du 13e verset au 15e: "Pour la fraternité, nous avons été appelés à la liberté; n'usons pas de la liberté pour nous laisser aller aux désirs de la chair."

CINCINNATI.

Cincinnati, 13.—La grande sécheresse retarde la rentrée des récoltes. On attend jeudi prochain le président Grant et les généraux Sherman et Sheridan qui viendront visiter l'exposition. Ils iront de là à Columbus pour assister au meeting de l'armée dans le Cumberland.

WORCESTER.

Worcester, 14—La Gazette imprimera cette après-midi une réponse de l'ex-gouverneur Bullock à l'Hon. George M. Rice, et à 300 autres qui lui demandaient d'accepter une nomination au Congrès. Le gouverneur a de nouveau courtoisement refusé.

AUGUSTA.

Meurtre.

Augusta, 14.—La nouvelle nous arrive de Columbia qu'une troupe d'hommes ont tué, hier soir, un homme et une femme de couleur chez H. H. Story—on n'a pas de détails.

CORNWALL.

Cornwall, Ont. 13.—De bonne heure ce matin les usines suivantes et d'autres propriétés ont été détruites par le feu: La papeterie de John O'Reilly & Co, la boîterie Hodge, la filature de coton de Vergnont et la scierie de P. S. Adams. Perte $250,000.

ALBANY.

Albany, 14—La décision du gouverneur Dix dans l'affaire Haveneyer a été rendue publique. Tout en blâmant la conduite du maire, le gouverneur refuse de le remplacer ou de prendre aucune autre mesure à ce propos.

NEW-YORK.

New-York, 14—arrivée à destination le City of Richmond, Republic et le Regulator.

PASSES.

Passe du Sud-Ouest, 14, 7 h. du soir.—Baromètre 29.80, très léger vent du Sud Sud-est.

Arrivé: le steamer Wilmington à 7 h. du soir, capitaine Holmes, de Baltimore, consigné à J. Witherspoon. Pas de départ.

MARCHES.

Marchés Métropolitains.

Paris, 14, 8.20. P. M.—Rentes 84 55.

Liverpool, 14, midi.—Coton, fert. Mid. à Orléans 9 1[illegible]. Vendu 20,000 balles.

Plus tard, 3.20. P. M.—Coton, pas de changement.

Londres, 14, 12.20.—Cons. 92 1[illegible] à 5[illegible], au comptant et 92 5[illegible] à 92 3[illegible] à terme.

Escompte courant 7-16 au-dessous des taux de la banque.

Liverpool, 14, 5 h. 30 du soir: Coton. Ventes sur la base du middling uplands, rien de demande du low middling, embarqué en septembre et octobre, 8 1[illegible] d.—Ho livrable en septembre et octobre 7 1[illegible] d.

Marchés Américains.

New-York, 14, midi—Coton calme. Ordinaire 15 1[illegible]; bon ordinaire 15; strict bon ordinaire 15 1[illegible]; low middling 15; mid. 16 7[illegible]; middling Orléans 17 1[illegible].

A livrer en septembre, low middling 15 3[illegible]; octobre 15 9[illegible] à 15 7[illegible]; novembre 15 3[illegible]; décembre 15 5[illegible] à 15 7[illegible]; janvier 15 9[illegible] à 15 5[illegible]; février 15 13[illegible] à [illegible]; mars 16 1[illegible] à 16 3[illegible]; avril 16 5[illegible] à 16 7[illegible]; mai 16 9[illegible] à 16 3[illegible]; juin 16 1[illegible] à 17.

New-York, 14 au soir.—Le coton est calme à la clôture, uplands, 16 5[illegible], orleans, 17 1[illegible]. recettes nettes 891—brutes 4113, ventes, 3095.

Les ventes à termes sont fermes à la clôture. Ventes, 90,800 balles comme suit: low middling pour septembre, 15 13[illegible] à 15 27[illegible], pour octobre, 15 17[illegible] à 15 9[illegible], pour novembre, 15 15[illegible] à 15 3[illegible], pour décembre 15 19[illegible] à 15 5[illegible], pour janvier, 15 1[illegible] pour février, 15 15[illegible] à 16, pour mars, 16[illegible] à 15 1[illegible], pour avril, 16 1[illegible] à 16 5[illegible].

Le fret pour Liverpool est ferme.

ADRESSE
AU
Peuple des Etats-Unis.

Le comité central de l'Etat du parti démocratique et conservateur s'est réuni hier pour la première fois et il a adopté l'adresse suivante au peuple des Etats-Unis.

Bureau du Comité central d'Etat démocratique et conservateur.

Nouvelle-Orléans, 5 septembre 1874.

Au peuple de l'Union,

Depuis près de deux ans, le peuple de la Louisiane s'est adressé, avec persistance, pour obtenir le redressement de ses griefs, aux départements judiciaire, exécutif et législatif du gouvernement général. La Cour Suprême, par suite de sa juridiction limitée, s'est trouvée sans pouvoir pour remédier aux torts causés par le juge de district fédéral de la Louisiane. L'exécutif a référé le peuple de la Louisiane au Congrès, comme étant le tribunal compétent; mais le Congrès, ayant une forte majorité républicaine dans les deux Chambres, tout en reconnaissant les griefs dont on se plaignait, s'est signalé par une inaction complète, dont l'objet réel a été de laisser au pouvoir l'usurpation Kellogg.

Le seul moyen laissé à la Louisiane de s'affranchir de cette usurpation, est de participer à une élection tenue sous les auspices de l'usurpateur lui-même, — qui est armé de lois spéciales émanant de ses pseudo-législature et destinées à assurer son maintien au pouvoir, et de lois semblables qu'il est libre de signer et de promulguer suivant les circonstances.

Déjà, il a virtuellement violé sa promesse solennelle de ne pas signer la loi d'élection, en signant une loi d'enregistrement qui, dans ses mains, est un instrument puissant de méfait politique.

En même temps, le peuple est écrasé de taxes dans un but funeste. Des biens qui ne trouvent pas d'acquéreurs sans ventes pour taxes, sont adjugés en gros à l'Etat, et au lendemain d'une inondation étendue et désolante, les autorités municipales ont augmenté les taxes locales. Et, cependant, il n'y a pas de tentative de révolution en Louisiane!

Non contents d'avoir forcé le peuple à se mouvoir dans ce cercle vicieux pour obtenir justice, l'usurpateur et ses coadjuteurs, falsifiant les faits, inventant une guerre de races et fabriquant en nombre illimité, les meurtres et les atrocités, ont conspiré pour amener l'intervention fédérale dans des affaires locales, sous le prétexte spécieux de protéger les droits des citoyens, mais dans le but bien connu d'intimider les votants dans l'élection prochaine.

Ils ont été, eux-mêmes, les instigateurs des actes de violence qui ont eu lieu dans diverses paroisses, leur objet étant comme l'a dit un des leurs de "forger en Louisiane l'éclair afin de créer le tonnerre au Nord."

Ils ont, néanmoins, réussi à faire croire au Président "qu'à moins d'un prompt arrêt, les choses peuvent empirer au point que les existences et les propriétés ne puissent plus recevoir de protection des autorités locales." Le Président remet "toutes les mesures pour la protection du Sud" au "Département de la Justice du gouvernement, pour être dirigées par l'avocat-général, conformément aux dispositions des lois dites "Enforcement acts"; et il met les troupes à sa disposition pour cet objet.

Les citoyens de la Louisiane n'ont aucune objection à ce que les troupes des Etats-Unis soient stationnées au milieu d'eux; ces troupes peuvent et doivent être stationnées dans cet Etat aussi bien que dans tout autre; car la Louisiane fait partie intégrante de l'Union.

Le département judiciaire fédéral peut, comme avant, continuer à administrer avec rigueur les lois du Congrès dont il s'agit. Aucune plainte à ce sujet n'a été et ne peut être faite contre la Louisiane par les partisans les plus stricts des droits civils.

Mais le peuple de la Louisiane proteste contre la proscription judiciaire et la persécution qui lui sont réservées, et contre l'abus oppressif des troupes fédérales, non pour aider à l'application des "Enforcements Acts," mais, en réalité, pour intimider le peuple dans la prochaine élection. Des troupes sous le commandement du *marshal des Etats-Unis, qui est président du Comité Central Républicain d'Etat*, et assisté par l'avocat de districts des Etats-Unis, qui est le pilier du parti républicain de la Louisiane, laissent présager l'arrestation arbitraire d'adversaires politiques par centaines, en vertu d'ordres lancés par de petits commissaires des Etats-Unis, travaillant dans les harnais du parti. La menace de persécution, déguisée sous le masque de procédures judiciaires, est à peine cachée sous le ton exalté de la dépêche suivante de l'avocat de district des Etats-Unis de la Louisiane, officier du département de la justice.

"Washington, 3 septembre 1874.

Au Gouverneur W. P. Kellogg:

J'arrive de Long Branch. Le gouvernement fera respecter l'ordre dans les Etats. Des mesures seront promptement prises pour *écraser la nouvelle rébellion*.

(Signé) J. R. BECKWITH."

Les instructions contenues dans la circulaire de l'avocat-général Williams à ces subordonnés "de procéder avec toute l'énergie et la promptitude possibles, pour découvrir, exposer, arrêter et punir les coupables de ces crimes" seront exécutées dans un esprit de vengeance pendant la campagne électorale; mais il n'y a aucune attention à apporter à sa recommendation "que, naturellement, il n'a en vue aucune intervention dans l'action des partis politiques, ni dans l'action de la loi." Il n'y a pas non plus à s'arrêter à sa promesse "d'accorder protection à toutes les classes de citoyens, blancs et de couleur" puis qu'il est notoire que la Cour Suprême des Etats-Unis interprète les lois d'Enforcement comme étant passées exclusivement pour la protection des citoyens de couleur.

En outre, les citoyens opposés à l'usurpation Kellogg n'ont jamais mis en question le droit des votants de couleur à s'enregistrer, à voter, à choisir leurs candidats et à les installer quand ils sont élus. Et ils se sont expressément et à plusieurs reprises, engagés à maintenir ces droits inviolables. Quant aux troubles locaux qui ont eu lieu, ils ne sont venus d'aucun esprit d'hostilité envers les gens de couleur, mais ils ont été les accompagnements inévitables produits par un état de tyrannie oppressive.

Dans ces conjonctures, le peuple de la Louisiane fait appel à ses concitoyens de l'Union pour être écouté. Il demande à être jugé par une opinion publique éclairée. Il affirme sa fidélité à la nation; mais il repousse une usurpation odieuse, qui dévore la substance de l'Etat. Il respecte et obéit volontiers au gouvernement général; mais il distingue entre l'action bien définie de ce gouvernement et la perversion frauduleuse des fonctions fédérales par des officiers subalternes. Ayant la conscience de la droiture de son but et de la justice de sa cause, il se consacre avec énergie à l'œuvre de sa rédemption politique, et il ne peut être détourné du devoir de revendiquer ses droits héréditaires

R. H. MARR,
Président.

ALBERT VOORHIES,
Vice-Président.

W. J. BUDENDERF, } Secrétaires.
E. G. DILL. }

ECOLES GERMANO-AMÉRICAINES.—L'école supérieure germano-américaine dont nous avons parlé, il y a quelques jours, s'ouvrira positivement le 14 du courant. L'école supérieure est pour les élèves seulement qui, possédant déjà les éléments des langues modernes, de l'Arithmétique, Géographie et Histoire, veulent compléter leur éducation en suivant des cours d'enseignement plus élevés, sans quitter la Nouvelle-Orléans. Ces cours sont confiés à des professeurs habiles et parfaitement compétents.

LIST DES ENREGISTREURS DE KELLOGG.

Le *Republican* publie la liste suivante des enregistreurs déjà nommés par Kellogg:

PAROISSES D'ORLÉANS.

Premier ward—Perry R. Epperson.
Second ward—Thomas H. Wynn.
Troisième ward—Daniel A. Rose.
Quatrième ward—A. J. Kenner.
Cinquième ward—L. D. Larrieu.
Sixième ward—J. B. Rondanez.
Septième ward—H. B. Hutton.
Huitième ward—Edmond V. Leclair.
Neuvième ward—Jas. H. Dougherty.
Dixième ward—Michael J. Connor.
Onzième ward—R. R. Boquié.
Douzième ward—Thos. K. Flannagan.
Treizième ward—P. J. Maloney.
Quatorzième ward—W. H. Finnegan.
Quinzième ward—W. H. Lean.
Seizième ward—Léonard Williams.
Dix-septième ward—Jacob Gerber.

PAROISSES.

Ascension—Non désigné.
Assomption—Alex. Dupson.
Avoyelles—L. A. Boyer.
Ext Baton Rouge—O. H. Foreman.
Ouest Baton Rouge—E. B. Colwell.
Bienville—Louis Raburn.
Bossier—G. H. Walker.
Caddo—William McKenna.
Calcasieu—J. B. Lévêque.
Caldwell—J. Wesley Mayfield.
Carroll—Robert M. Lackey.
Cameron—L. J. Taney.
Catahoula—O. G. Ballard.
Claiborne—Sol. B. Blackburn.
Concordia—J. A. Washington.
De Soto—R. A. Dewees.
East Feliciana—L. A. Burgess.
Ouest Feliciana—Non désigné.
Franklin—A. F. Osborn.
Grant—Kindred J. Harvey.
Iberia—Eugène Fontelieu.
Iberville—F. V. Deslonde.
Jackson—W. C. McDonald.
Jefferson (rive gauche)—O. T. Conner.
Jefferson (rive droite)—W. G. Steele.
Lafayette—J. N. Judice.
Lafourche—William Murrell.
Lincoln—J. A. Green.
Livingston—R. M. Boullogy.
Madison—W. W. Johnson.
Morehouse—Samuel W. Reily.
Natchitoches—P. W. Holmes.
Ouachita—J. Enumeson.
Plaquemines—Non désigné.
Pointe-Coupée—J. P. Harris.
Rapides—E. J. Harrell.
Rivière Rouge—Clark Holland.
Richland—James W. Yarborough.
Sabine—Gorham Munson.
St-Bernard—B. P. Fatonda.
St-Charles—G. Espinola.
St-Hélène—John B. Davis.
St-Jacques—Napoléon Underwood.
St-Jean Baptiste—Charles Vial.
St-Landry—James J. Thompson.
St-Martin—Louis Laleire.
Ste-Marie—Ed. T. Fleurot.
St-Tammany—Charles Morgan.
Tangipahoa—James H. Cason.
Tensas—C. S. Kinney.
Terrebonne—W. W. Board.
Union—M. Lee.
Vermillion—B. L. Brookshier.
Vernon—James H. Ward.
Washington—J. M. Rheames.
Webster—C. A. Boon.
Winn—James P. Reidheimer.

Amendements à la Constitution de la Louisiane.

Le Secrétaire d'Etat publie dans le journal officiel le texte des amendements proposés par la dernière Législature et sur l'adoption desquels le peuple de l'Etat sera appelé à voter à l'élection de novembre 1874.

Voici le texte du premier de ces amendements:

N° 1. L'émission de Bons consolidés autorisée par l'Assemblée générale de l'Etat, à sa session régulière de 1874, est par le présent déclarée créer un contrat valide entre l'Etat et chaque détenteur des dits Bons, que l'Etat n'invalidera par aucun moyen. Les dits Bons seront une obligation valide de l'Etat en faveur de tout détenteur, et aucune cour n'empêchera le paiement du principal et des intérêts des dits bons ou la levée et la perception d'une taxe dans ce but; pour assurer la levée, la perception et le paiement de cette taxe le pouvoir judiciaire sera exercé quand cela sera nécessaire.

La taxe requise pour le paiement du principal et de la dette des dits bons sera assessée et collectée chaque année jusqu'à ce que les Bons aient été payés, en principal et intérêt, et le montant sera payé par le Trésorier de l'Etat aux détenteurs des dits Bons à maturité, et aucune autre législation ou allocation ne sera requise pour les dits assessement, collection et paiement.

N° 2 Dès que la dette de l'Etat aura été réduite au-dessous de 25 millions de dollars, la limite constitutionnelle restera au point le plus bas atteint, et la dette publique ne pourra jamais dépasser ce chiffre, et cette règle restera en vigueur jusqu'à ce que la dette soit réduite à 15 millions de dollars, chiffre au de la duquel elle ne pourra être accrue de fait ou intention pour tous les objets d'Etat, excepté pour le soutien des écoles publiques, ne dépassera jamais 12 mille et demi au dollar de la valeur assessée des biens réels et personnels dans l'Etat, excepté en cas de guerre ou d'invasion.

N° 3 La revenu de chaque année dérivé de la taxation sur les biens réels, personnels et mixtes, ou des licences, sera consacré exclusivement aux dépenses de l'année pour laquelle il sera levé. A moins qu'il ne reste un excédant qui sera appliqué à l'amortissement de la dette publique. Toutes les allocations et réclamations en excès du revenu seront nulles et l'Etat n'aura en aucune manière à faire face à leur paiement.

Le second amendement propose de remplacer dans l'article 17 de la Constitution les mots "premier lundi" par ceux de "premier mardi après le premier lundi" afin de faire coïncider les élections d'Etat de la Louisiane avec les élections présidentielles.

Le troisième amendement est ainsi conçu:

Article—La ville de la Nouvelle-Orléans ne pourra, directement, augmenter sa dette en aucune manière, ni sous aucun prétexte. Après le 1er janvier 1875, aucun certificat de dette, ni aucun mandat ne sera émis en paiement par aucun officier de la dite ville, excepté contre les sommes se trouvant comptant dans le trésor; mais ceci ne doit pas être interprété de façon à empêcher le renouvellement des Bons échus au pair, ni l'émission de nouveaux Bons en échange pour d'autres Bons, pourvu que la dette de la ville ne soit pas augmentée par là, ni de façon à empêcher l'*émission de mandats de drainage en conformité du contrat* en vertu de l'Acte No 30 de 1871, payables seulement sur les taxes de drainage et non autrement; toute personne violant les dispositions de cet article sera, sur conviction, punie d'un emprisonnement qui ne sera pas au-dessous de deux ans ni au-dessous de dix, et d'une amende qui ne sera pas moindre de $2000 ni au-dessous de $10,000.

Sec. 2. Résolu, en outre, qu'à la prochaine élection générale, les votes des électeurs seront exprimés par bulletins imprimés ou écrits, comme suit:

"Pour l'amendement limitant la dette de la Nouvelle-Orléans" ou "Contre l'amendement limitant la dette de la Nouvelle-Orléans" et les dits bulletins seront comptés et les retours faits et le résultat déclaré comme dans les élections d'officiers d'Etat.

BULLETIN FINANCIER.

Lundi soir, 14 Septembre 1874.

Comptoir d'échanges (Clearing-House) de la Nouvelle-Orléans.

	Echanges.	Balances.
12 sept.....	$705,366 38	$75,455 36
14 sept.....	564,149 22	94,897 47
Jusqu'ici cette semaine.....	1,270,016 20	160,852 83
Même temps la sem. dern.....	$1,266,815 27	$117,090 87
Total de la semaine dern.....	3,823,774 49	463,220 86
Total de la semaine précédente..	3,808,720 88	419,631 26

Le mouvement général du marché monétaire a été interrompu par les événements de la journée.

Nous continuons de cotes les signatures choisies avec ou sans garanties collatérales, à 9 à 10 pour cent par an; celles de premier ordre à ——à 11, le No 1 à 12 à —, et le No 2 à 1 1[illegible] pour cent par mois. Les billets hypothécaires de premier ordre sont toujours cotés à 10 pour cent par an et ceux de second ordre à —.

L'or a ouvert à 109 1[illegible] à 109 1[illegible] contre 109 3[illegible] à New-York et, après une faible demande, il a fermé à 109 1[illegible] à 109 5[illegible] contre 109 1[illegible] à New-York.

Aucune vente d'argent n'a été annoncée. Les demi-piastres américaines ont encore été cotées à 104 1[illegible] à 105, les piastres mexicaines à 97. or.

Le change sterling et les francs ont été calmes aux taux antérieurs. A la clôture les traites sterling étaient cotées à 536 1[illegible] à 538 1[illegible] le connaissement et chèque No. 1, et—à 533 les traites des banques; les francs, à 4.78 3[illegible] à 4.77 1[illegible] les traites particulières et—celles des banques.

Le change américain n'a pas été abondant. Il n'y a pas eu de variations positives dans les taux.

Les banques ont continué de tirer sur New-York à 1[illegible] pour cent de prime, et le change de commerce à vue a été coté à 1[illegible] à 1[illegible].

On n'a pas annoncé de ventes d'actions ni de bons.

Il ne s'est rien fait dans les certificats d'allocations de la ville ni dans les mandats de l'Etat. Les anciens sont toujours entièrement nominaux, les nouveaux ont été cotés à 65.

BULLETIN COMMERCIAL.

Lundi soir, 14 sept. 1874.

COTON. — Il s'est vendu aujourd'hui, 250 balles à des prix plus fermes exigeant une hausse de ¼ dans nos cotes du low middlidg.

Côte générale.

	Côte de l'Est.
Inférieur..... 8— à 9—	.....
Low ordinary..10— à 10¼	..... 10¼
Ordinary.....11¼ à 12—	..... 12—
Strict ordinary. 12¼ à 12—	..... —
Good ordinary 14¼ à 14¼	..... 14¼
Strict good ord. 14½ à 14¾	..... —
Low middling..15¼ à 15¼	..... 15¼
Strict low mid...15¾ à 15¾	..... —
Middling.....16— à 16¼	..... —
Strict middling 16¼ à 16¾	..... —
Good middling.17— à 17¼	..... 17—

Il y a en voie de chargement 1,800 balles de coton pour le nord—ce qui laisse 13,000 balles sur les débarcadères et dans les presses, attendant des ordres.

—ETAT DU MARCHÉ AU COTON—

Stock en mains le 1er septembre 1874	balles.....	15,000
Reçu depuis le dec. état..	1916	
Embarqué.....	679	
		2,595
Reçu aujourd'hui.....	1[illegible]	10,000
Reçu précédemment.....	7[illegible]	7[illegible]
Stock sur place et à bord.....		
Non expédié.....		15,180
Stock, même temps l'an dernier		6,212

TABAC.—Vendu 186 boucauts. Vente de cette semaine 527 boucauts. Vente la semaine dernière 911.

Sucre cotons: Spanish lugs, 7¼, low 8¼ medium, 8 à 8½; good to fine 8¾ à 9¼; low leaf, 10 à 10¼, medium, 11 à 12; good to fine, 12½ à 13½.

SUCRE.—Pas d'arrivages. Vendu 150 boucauts. Good fair 9¼ c. la livre; fully fair 9¾ à 9¾ c.; prime, not refilled 10 c.; jaune clarifié 10¾ c.

MELASSE.—Stock 108 barils. Les stocks du nord se vendent à 27 c. la mélasse city refined, 40 c. pour nommes.

FARINE.—Vendu, 616 barils aux prix suivants: choix extra $7 62½ à $8 75 le baril.

VIANDES SALÉES SÉCHES.—Ennelés, 9¾ c. la livre; au détail, 10¼ à 10½ c.

JAMBON—Uboles sugar-cured,